



De la crise à la dette : aller et retour en passant par les banques

Origine et mécanismes
d'une bombe à retardement

17, bd Poissonnière, 75002 Paris
Tél. 01 53 72 00 00



Site : www.apex.fr
Mel : contact@apex.fr

Dette et déficit : quelques avis officiels... et autorisés



- « En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB (...) En 10 ans, 400 Md€ de recettes fiscales perdues »

Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, avril 2010

- « Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3% de PIB) et 119,3 Md€ (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – Sécurité sociale et collectivités locales principalement »

Rapport Gilles Carrez, commission des Finances de l'Assemblée nationale, juin 2010

- « La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires »

Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011

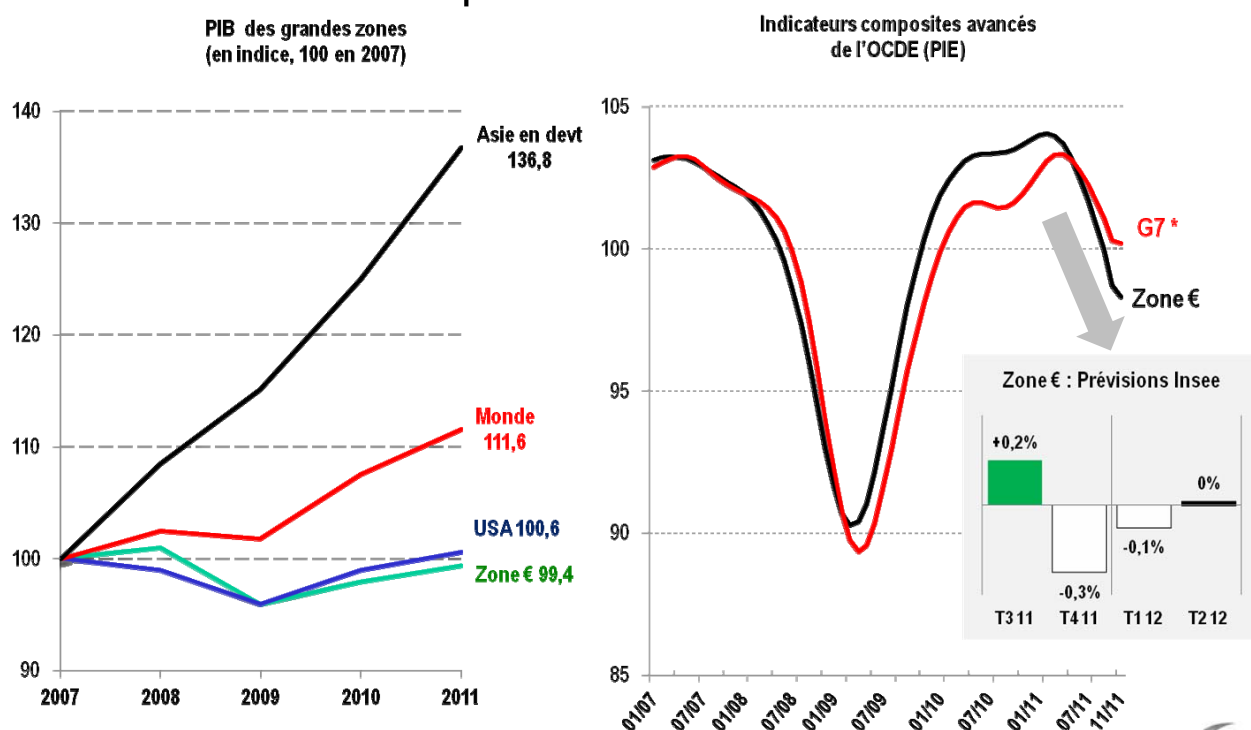


1. De la crise à la dette : la « douloureuse »

Itinéraire d'une boule de neige
en forme de facture



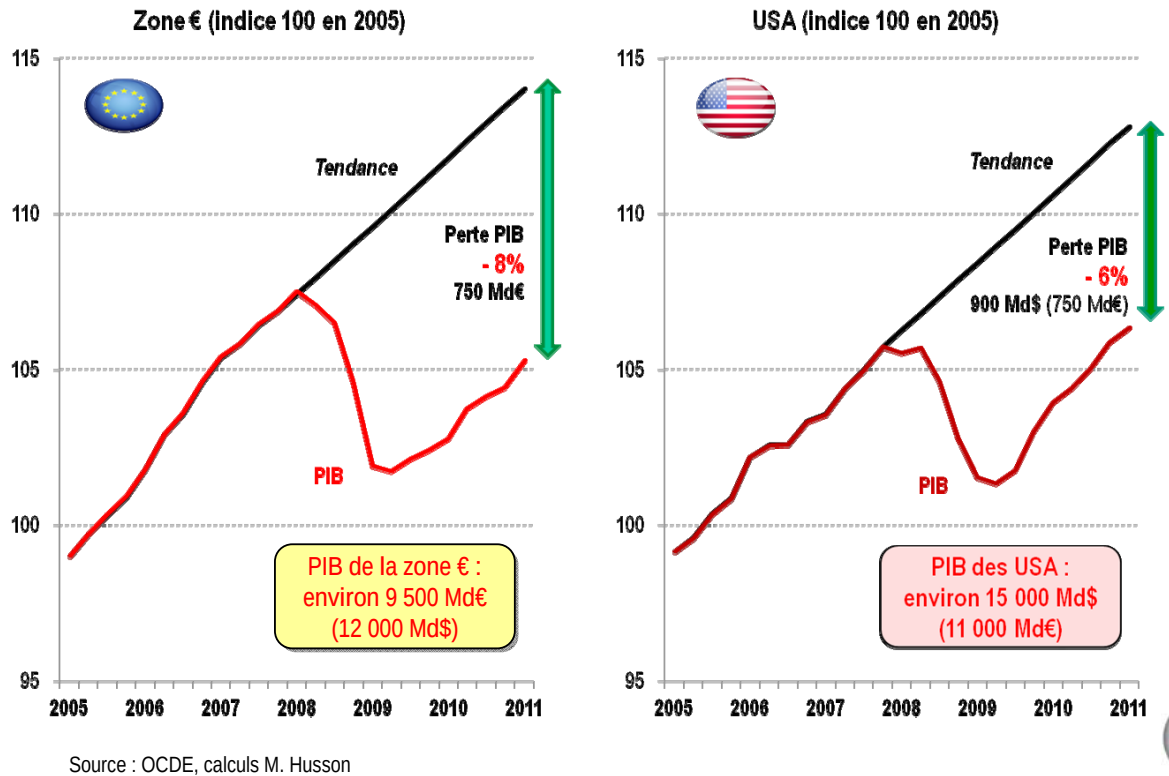
Pas de sortie de crise en vue pour les USA et la zone euro, mais une récession qui s'annonce



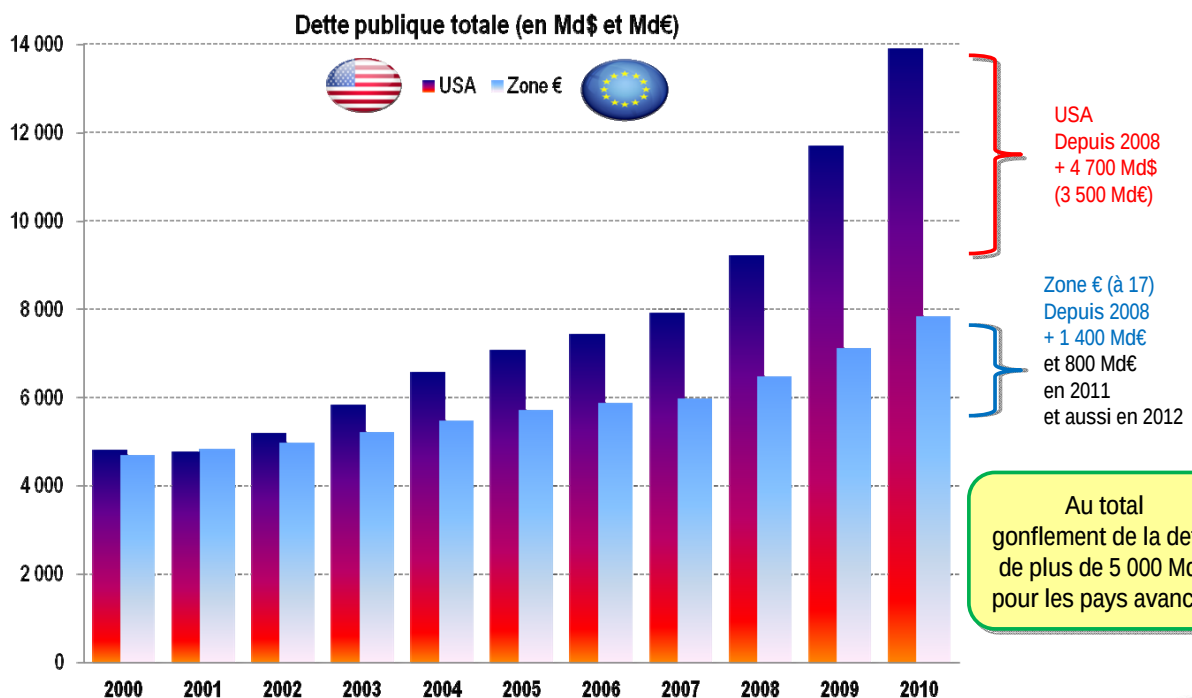
* G7 : USA, UK, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon
Source : FMI, OCDE, Insee



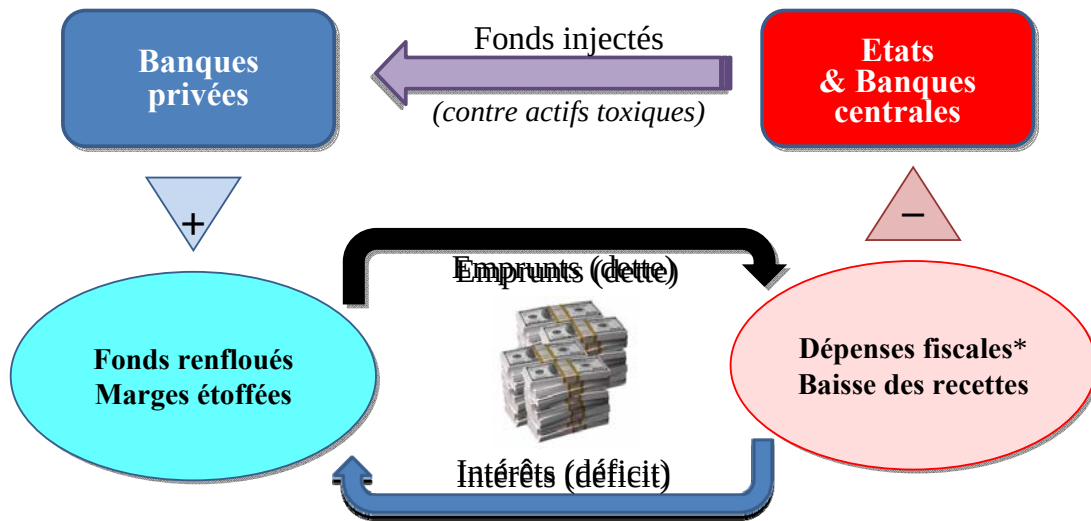
Perte de croissance due à la crise : 6-8 points environ 900 Md\$ (750 Md€) qui ne seront pas comblés



Transfert de dette privée à l'Etat : l'explosion... et une bonne affaire pour les banques !



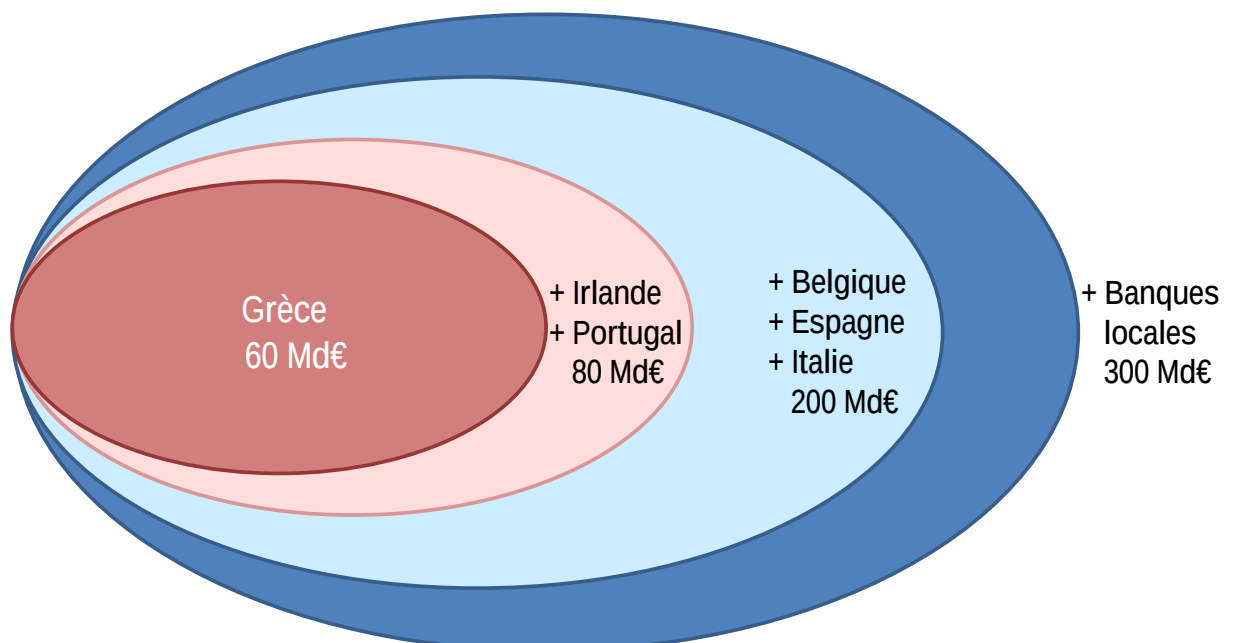
Mécanisme global de transformation de la dette privée en dette publique (socialisation des pertes)



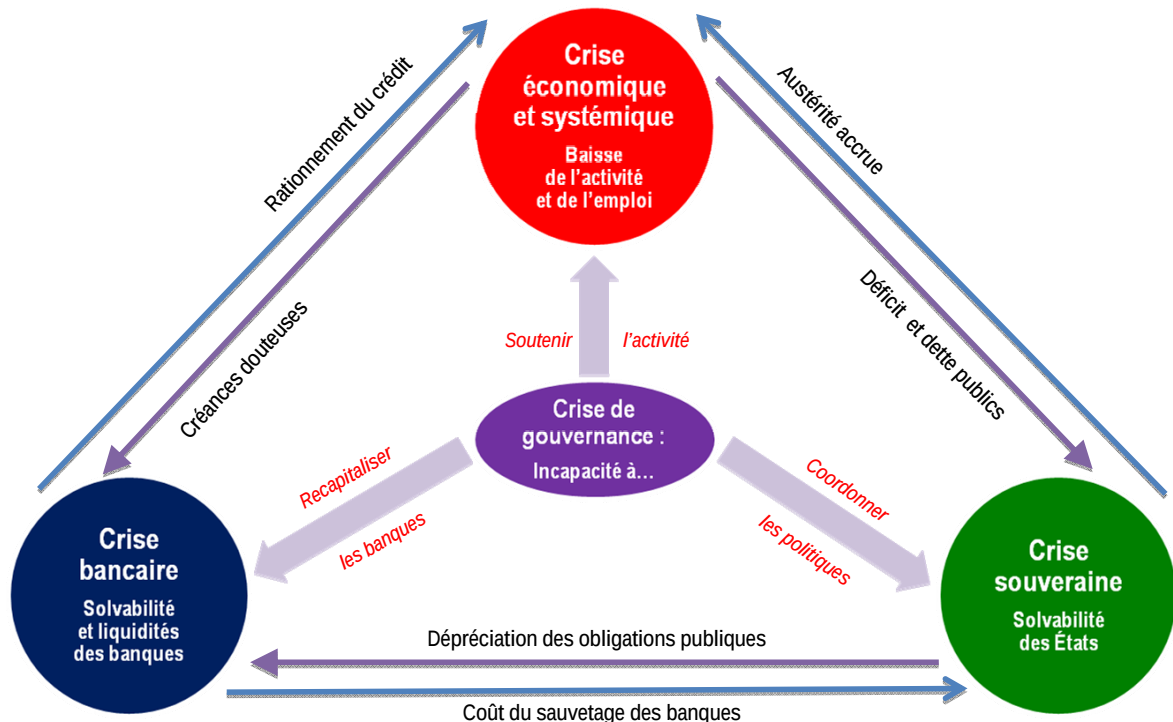
* Dépenses fiscales = niches fiscales recensées et déclassées + dérogations diverses, tout cela faisant baisser les recettes



Banques européennes : très exposées aux risques souverains, qui entraîneront inévitablement les banques locales



Zone euro : le cercle vicieux d'une triple crise concomitante

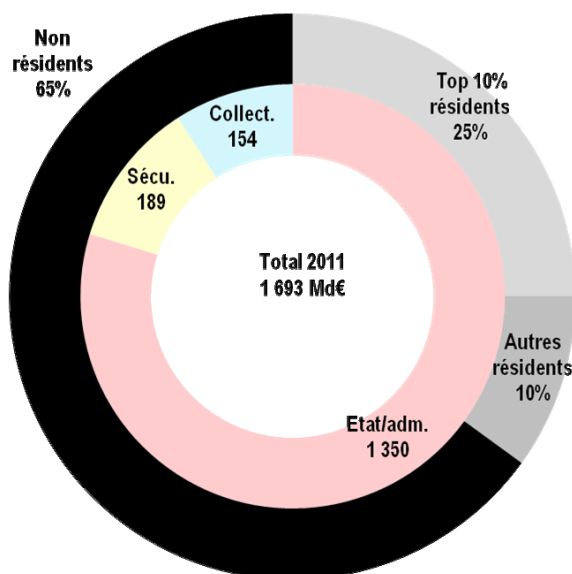


Source : d'après Alternatives économiques (hors série n°90, 4^e trim. 2011)

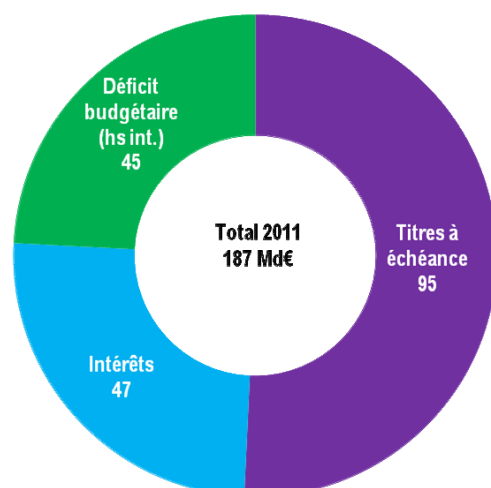


Anatomie de la dette publique française en 2011 : Combien ? Qui la détient ? Quel besoin de financement de l'État ?

France : dette publique (en Md€)
et détention (en %) en 2011



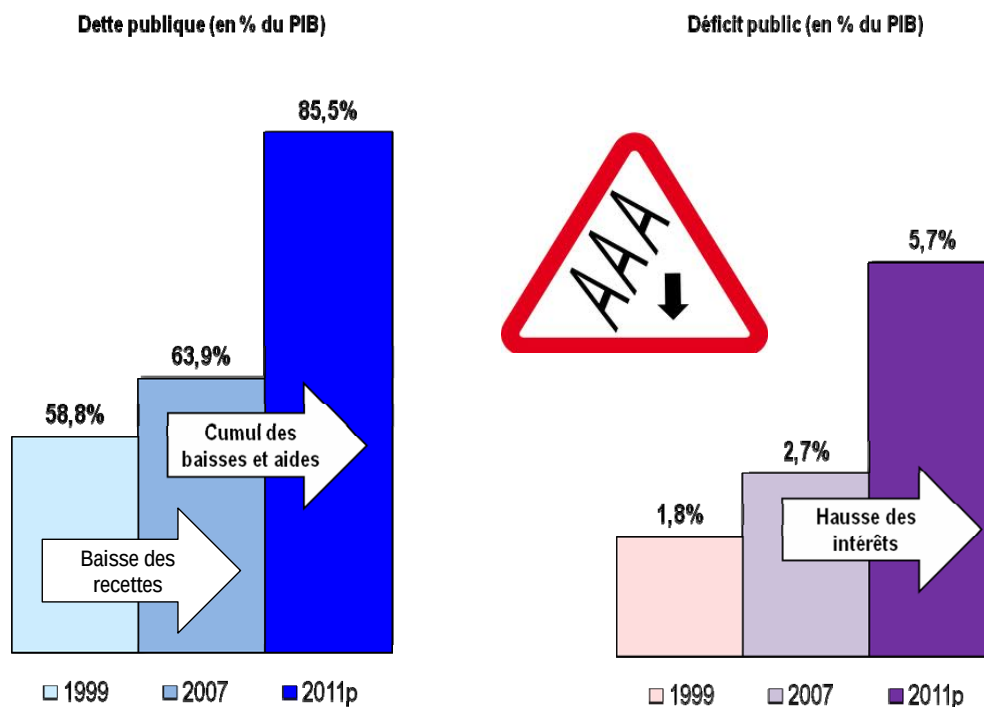
France : besoin de financement
de l'État en 2011 (en Md€)



Source : Agence France Trésor



Impact de la baisse des recettes sur la dette et le déficit : patent avant la crise (2007), aggravé avec la crise



Mécanismes d'amplification de la dette

- Recours de l'Etat aux marchés financiers (interdiction de faire appel aux Banques centrales depuis 1973 en France et article 123 du Traité européen) : effet à la hausse des taux d'emprunt
- Injection massive de fonds aux banques dans la crise de 2008-2009 sans contrôle public sur l'affectation des ressources allouées
- Baisse des recettes de l'Etat amplifiée par la baisse de l'activité
- Effets de la politique fiscale *dégressive* des États:
 - En faveur des grandes entreprises (nominal : de 45 à 33% de 1990 à 2010)
 - En faveur des privilégiés (ex. ISF amendé, tranches fiscales, taux effectif inférieur à 20% pour le Top 1%)
 - Niches fiscales (recensées et déclassées) : 145 Md€ en France
 - Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982 (par contre dépenses quasiment stables)

► Redistribution de la richesse...
... au profit des plus riches



2. La facture à payer : considérablement alourdie par les inégalités

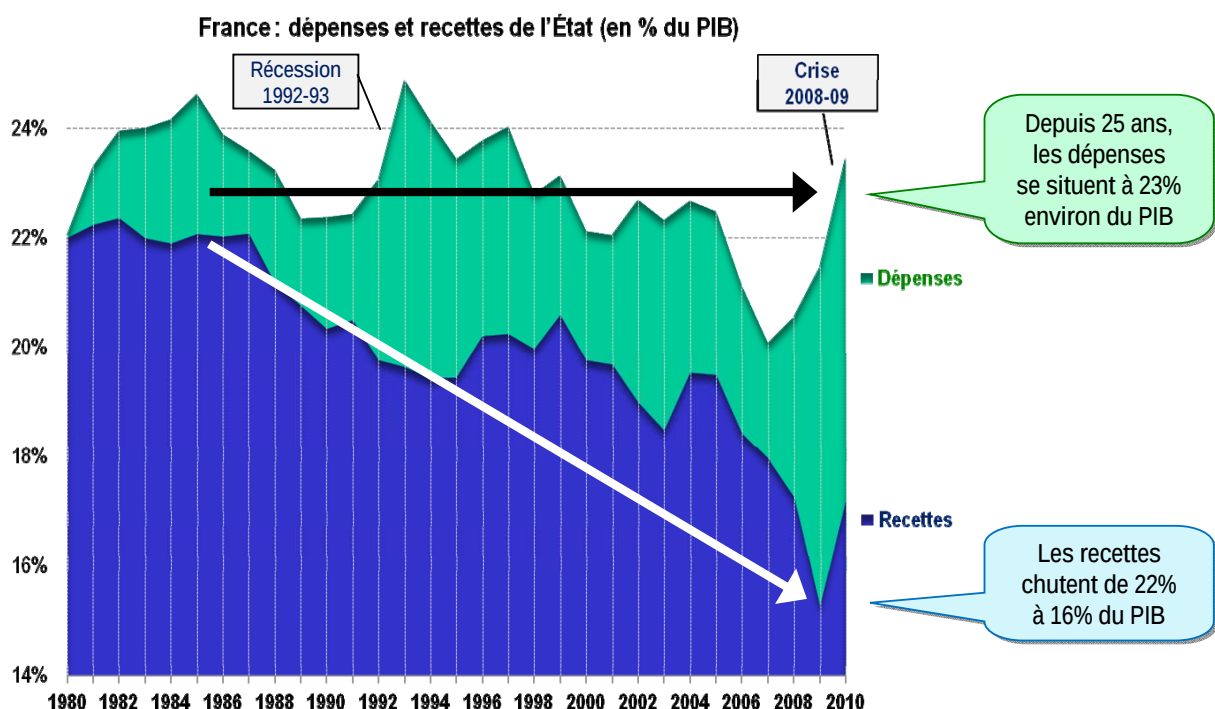
« Un système favorable aux très riches donne des résultats décevants pour le travail de tous les autres. Au sommet, en quelques dizaines d'années, on s'en est sorti comme des brigands, et tous les autres doivent maintenant régler l'addition »

The Economist (26 octobre 2011) *

" A system that works well for the very richest has delivered returns on labour that are disappointing for everyone else (...) The people at the top have made out like bandits over the past few decades, and now everyone else must pick up the bill "



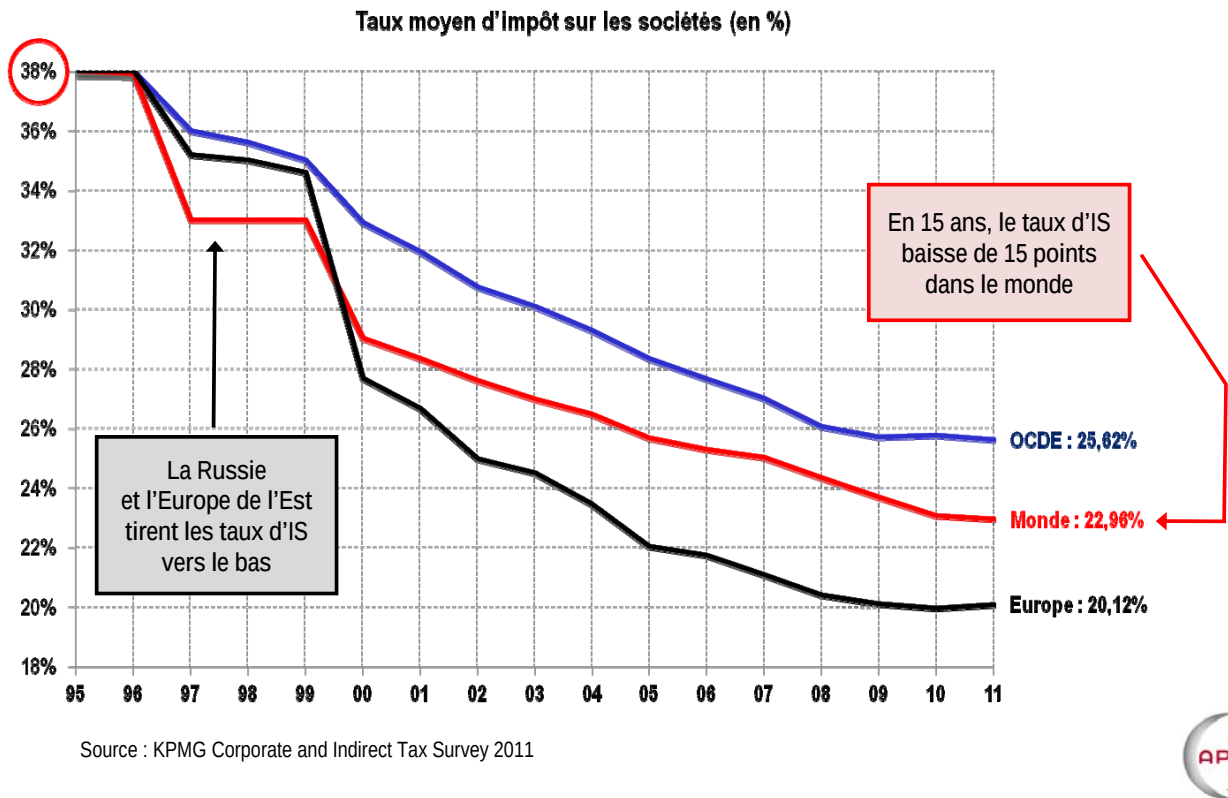
Baisse des recettes accentuée depuis les années 2000 sans augmentation notable des dépenses de l'État (en % du PIB)



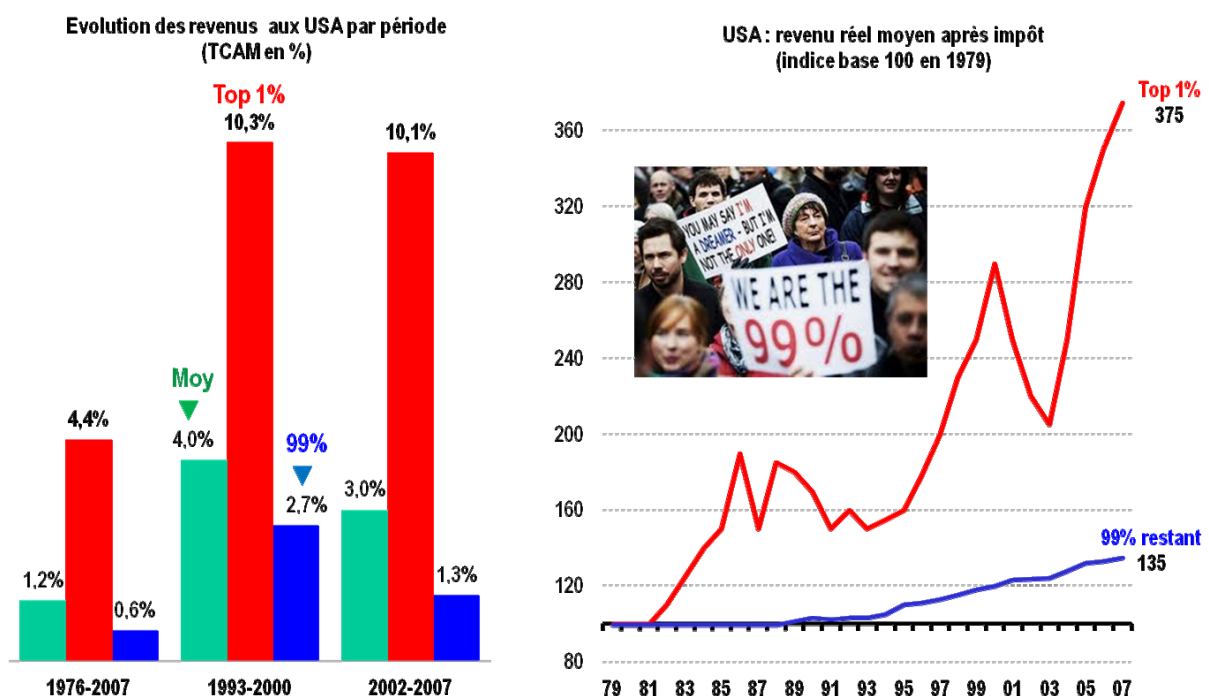
Source : Insee (comptes nationaux de l'Etat)



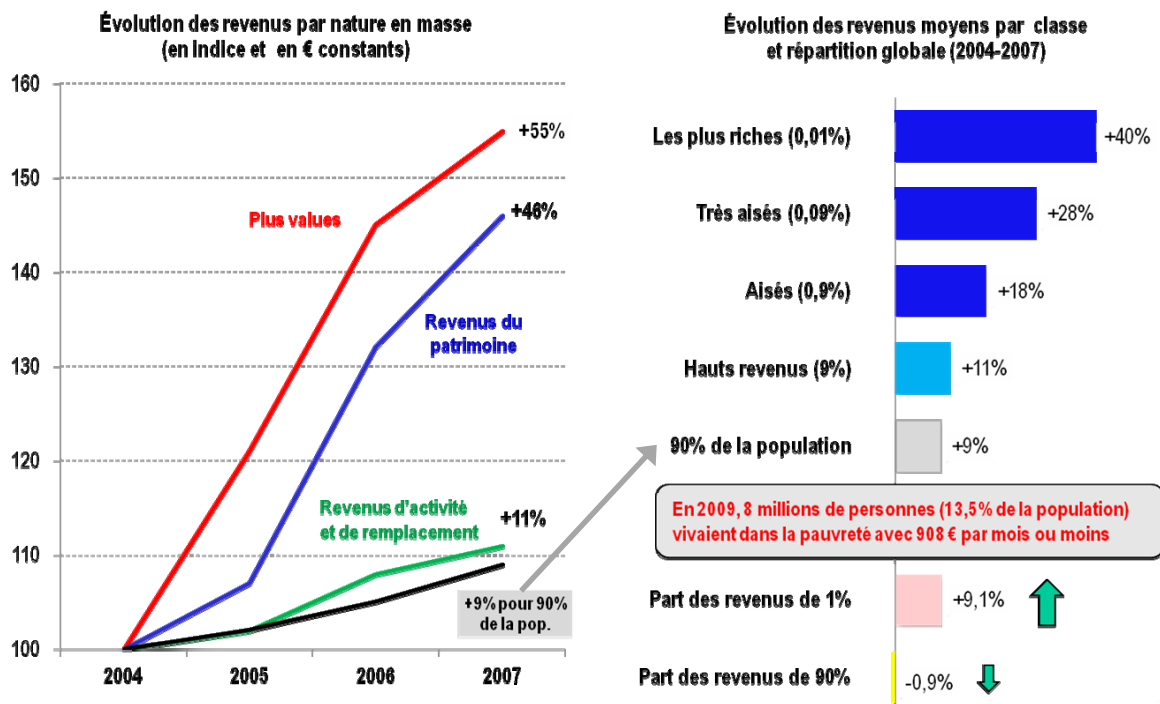
Fiscalité allégée sur les profits des entreprises, partout



USA : mieux vaut être dans le Top 1% que parmi les 99%



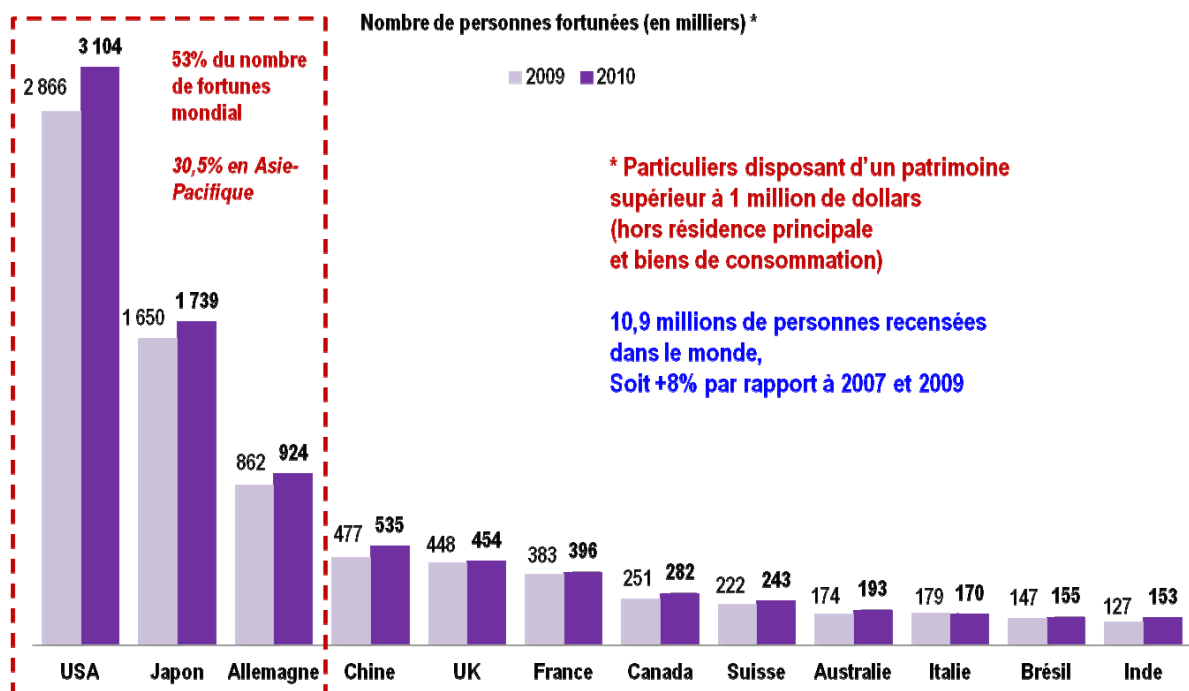
France : mieux vaut être riche et capitaliste (ou rentier) que pauvre et salarié (ou chômeur)



Source : étude Insee sur les très hauts revenus (THR : 1% des contribuables), Julie Solard, avril 2010



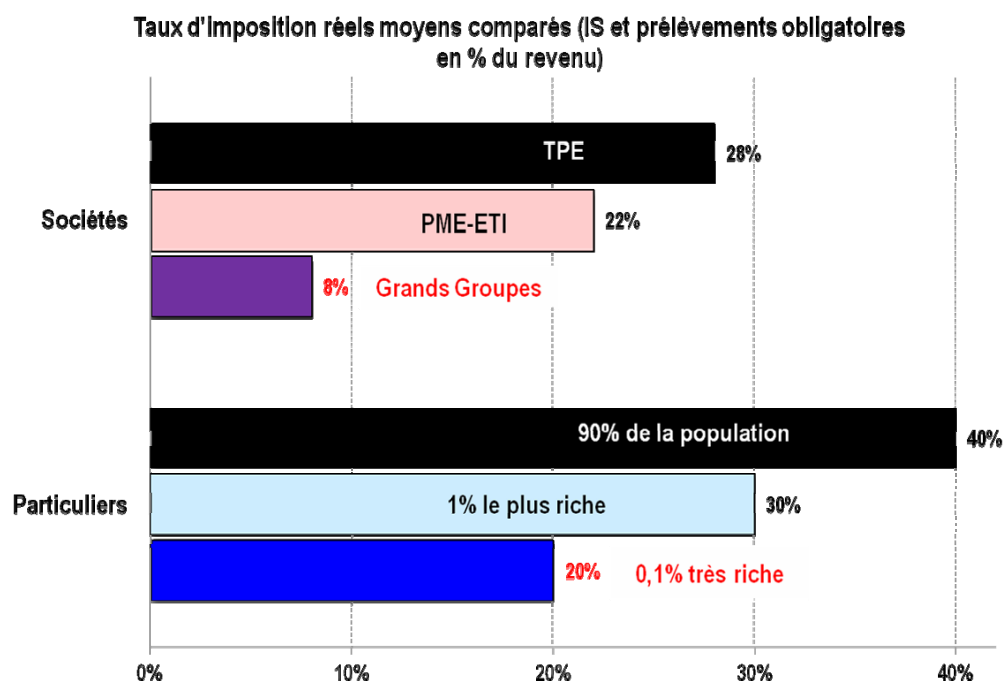
Grandes fortunes : pas d'austérité dans la crise Au contraire, le nombre de fortunes progresse bien



Source : Merrill Lynch & Bank of America (via Revue Banque, n° 741, novembre 2011)



Inégalité fiscale en France : impôt fortement dégressif pour les plus riches



Source : Fondation Copernic : « Un impôt juste pour une société juste » (éd. Syllepse)



« Création de valeur » pour les actionnaires du CAC 40 : près de 260 Md€ de 2006 à 2010, malgré la crise

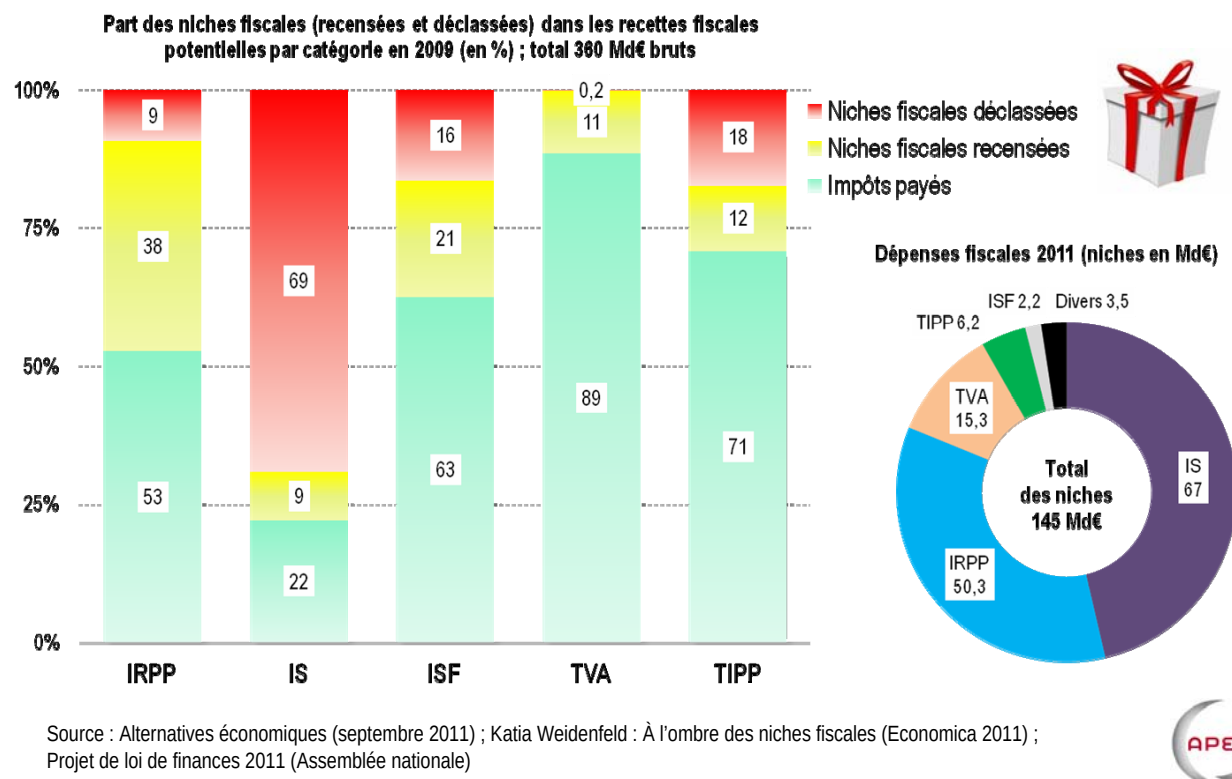
CAC 40 (en Md€)	2006	2007	2008	2009	2010
Capitalisation boursière *	1 230	1 417	805	996	1 002
Variation de la capitalisation	+321	+187	-612	+191	+6
+ Dividendes perçus	39	41	35	36	40
+ Rachat d'actions	7	13	11	1	3
- Augmentation de capital	-9	-14	-10	-24	-4
= « Création de valeur »	358	227	-576	204	45
Cumul	358	585	9	213	258

* Moyenne du mois de clôture

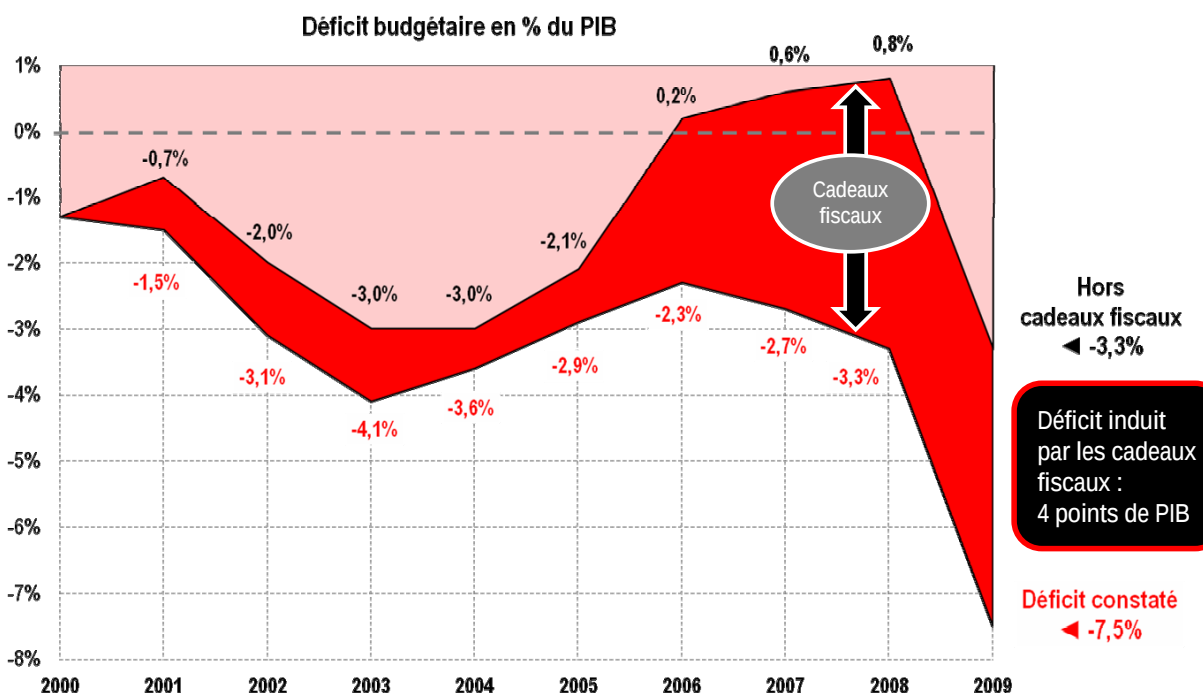
Source : étude Ricol Lasteyrie (2011)



Niches fiscales (recensées et déclassées) : environ 145 Md€, soit 95% du déficit annuel de l'Etat



Déficit budgétaire : 4 points de PIB (environ 80 Md€) induits par les nombreux cadeaux fiscaux



3. La crise, le déficit et la dette : « la politique des caisses vides »

Le déficit engendré par la baisse des impôts apparaît comme un formidable moyen de pression pour contraindre l'État à rétrécir. Il n'y a en vérité aucun autre moyen que cette pression »

Guy Sorman (La solution libérale, 1984)

« Si vous ne connaissez pas une véritable crise, inventez-la ! »

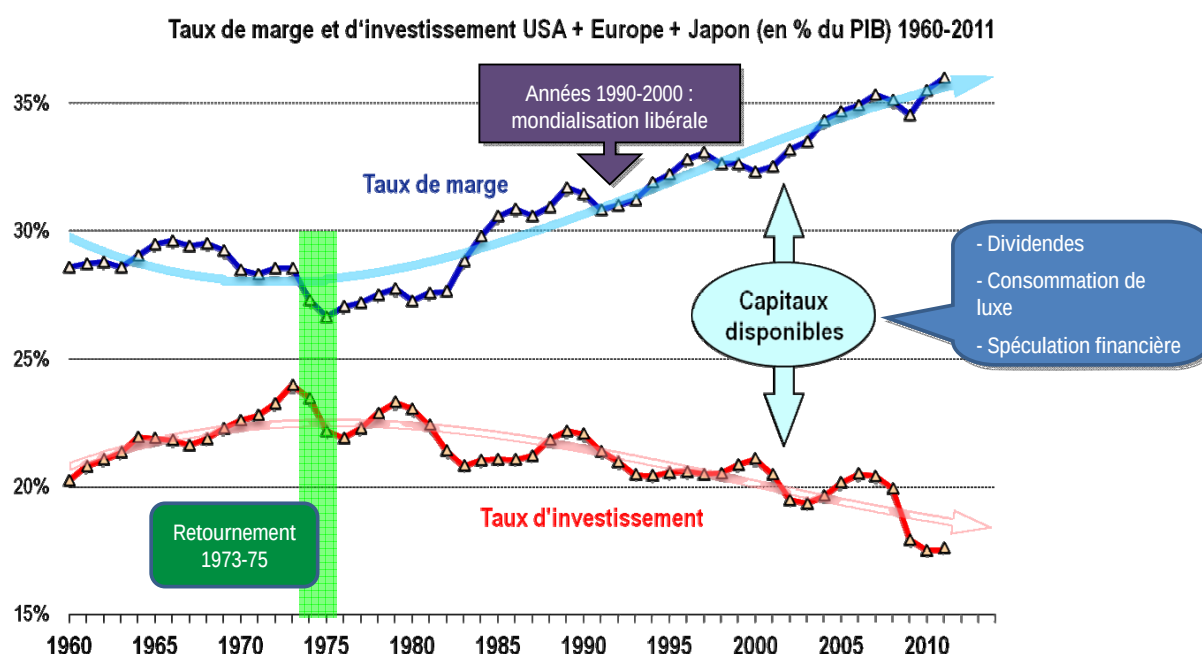
Ruth Richardson, ex ministre des Finances de la Nouvelle-Zélande (à Davos en 1997)

« Il n'y a rien de pire que de gâcher une bonne crise »

Thomas Enders, PDG d'Airbus (à Davos, en janvier 2012)



Profits en croissance mais relativement peu réinvestis : où sont-ils donc allés ?

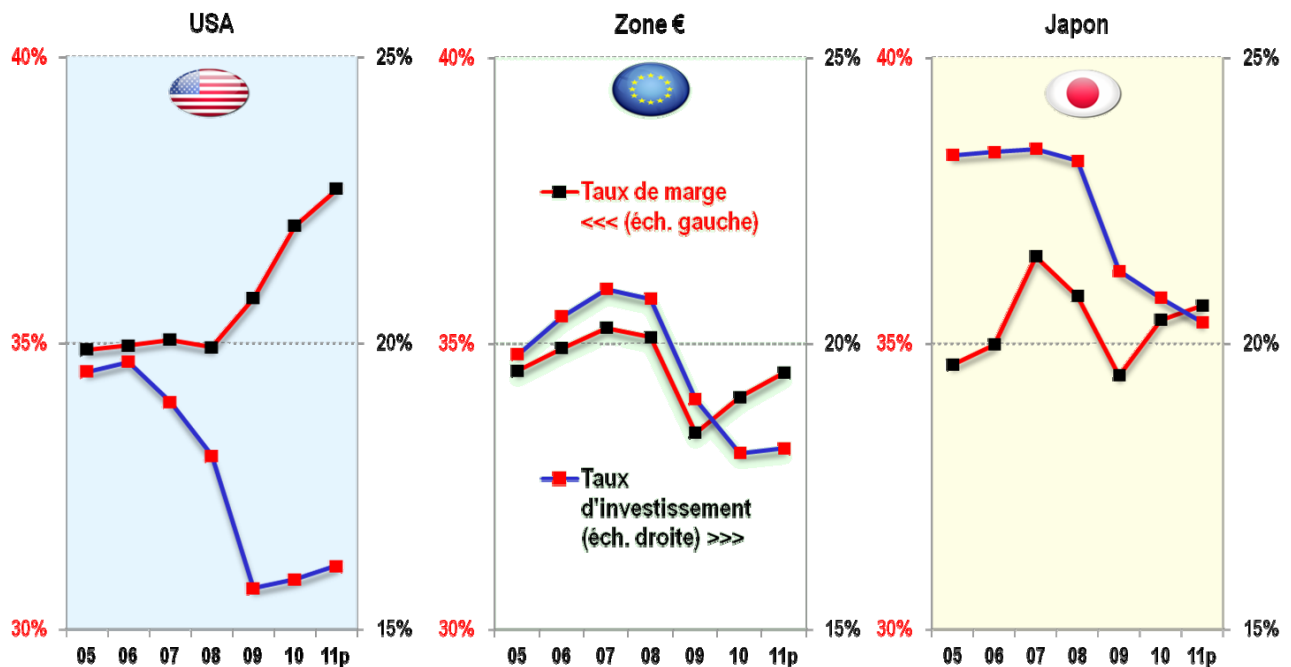


Source : données tous secteurs Ameco (com. européenne) traitées par M. Husson

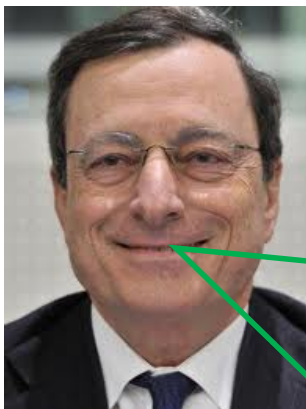
Taux de marge = résultat d'exploitation/VA ou équivalent ; taux d'investissement = FBCF/VA



Depuis 2009 : relance des marges et bénéfices, effondrement des investissements



Les recommandations (pressantes) de la BCE



Mario Draghi, Président de la BCE

- « Les responsables politiques doivent **corriger les déficits excessifs** et dégager des budgets équilibrés au cours des années à venir, en déterminant et en mettant en œuvre les **mesures d'ajustement** nécessaires »
- « Les réformes du marché du travail doivent s'attacher à **éliminer les rigidités et à accentuer la flexibilité des salaires**. Les réformes des marchés de produits doivent viser à leur **ouverture complète à une concurrence accrue** »



Conclusions provisoires : comprendre pour agir

- Déficit et dette publics plongent leurs racines dans la baisse des recettes (et non principalement dans l'augmentation des dépenses), avec 3 sources :
 - Effet mécanique de la récession
 - Sauvetage des banques
 - Baisse de l'impôt des grosses entreprises et des particuliers privilégiés
- Augmenter les recettes passe d'abord par une **politique fiscale fortement progressive** sur les profits (entreprises) et sur les revenus et patrimoines (particuliers privilégiés du top 1%)
- Augmenter les recettes passe aussi par une **politique sociale** favorisant :
 - Le pouvoir d'achat, par des hausses des salaires, des retraites et des pensions
 - L'emploi, par le partage du temps de travail
- ▶ Concernant dette et déficit, **3 mesures essentielles** s'imposent :
 - **Monétisation de la dette** (recours à l'emprunt auprès des banques centrales)
 - **Constitution d'un secteur bancaire public** pour maîtriser le crédit et l'investissement
 - **Moratoire** suspendant les remboursements **et audit de la dette** pour y voir clair sur son gonflement (aboutissant à l'annulation de la dette illégitime)



Merci de votre attention

